

Et de trois ! Le Spinolien voit rouge s'installe dans la vie publique de notre commune et inaugure 2015, comme il se doit, par des vœux chaleureux à chacun de vous, lecteurs et concitoyens.

Malheureusement, les premiers endeuillés par la fusillade du la vie à des salariés du journal décédés étaient connus pour leurs engagements artistiques aux côtés opprimés, pour la défense de tous abus d'autorité. En hommage aux tragiques événements qui l'ont publions ce dessin de CHARB, qui



jours de cette nouvelle année sont mercredi 7 janvier ayant coûté Charlie Hebdo. Les journalistes dessins et également pour leur des travailleurs, des peuples les droits collectifs, contre tous les victimes de cette tuerie et des immédiatement suivie, nous rappelle nos combats en commun.

## LA LAICITE, BOUCLIER DU

## VIVRE-ENSEMBLE

Malgré la présence de deux mémoriaux sur notre commune, M. Pujals a estimé urgent d'inaugurer une troisième plaque, dédiée celle-ci aux "Spinoliens morts pour la France au XXème siècle". On reconnaît là l'idée sarkozienne de regrouper toutes les commémorations en une seule date - supprimant par là-même des jours fériés, bien dans la ligne du "travaillons plus pour gagner des clous" - et tuer une deuxième fois les générations qui ont combattu pendant ce siècle sanglant, en abolissant le souvenir de ce que fut leur engagement.

Pour nous, le devoir de mémoire consiste d'abord à respecter chacune de ces guerres si différentes : défense du territoire en 14/18, occupation, résistance puis libération en 39/45, guerres coloniales en Indochine et Algérie, à laquelle de nombreux soldats se sont opposés. Combien, comme Alban Liechti, soldat communiste en Algérie, ont été menacés d'une balle dans le dos par leur propre commandement ?

Mais revenons à Epinay, qui était un petit village français durant les trois quart du XXème siècle. Aujourd'hui, nous sommes une ville-monde, et quitte à rajouter une plaque, il aurait été bienvenu de rendre hommage aux parents, grands-parents et arrière grands-parents des Spinoliens morts pour la France en tant que "soldats indigènes" recrutés dans les colonies d'Afrique et d'Asie. Si nous avons été élus, la liste du Front de gauche l'aurait fait et c'est justice.

Enfin, où se trouve donc cette fameuse plaque ? Dans l'église Damien de Veuster ! Bravo pour cet acte d'anti-laïcité que des élus du PS ont jugé bon de cautionner. Dans la même lignée, on peut s'interroger sur les trois pages du dernier Spino Mag' en date (octobre-novembre) consacrées au Séminaire Orthodoxe. Intérêt patrimonial certes, mais il s'agit également de « célébrations liturgiques », à la limite de la loi de 1905 toujours en vigueur et qui stipule « La République ne reconnaît... aucun culte » (en particulier). M. Pujals ayant manifesté une attention ostensible à la religion orthodoxe, doit-il désormais honorer de la même façon chaque religion pratiquée sur la commune ?

Dès les premiers actes, pourtant symboliques et qui ne coûtent rien, la Municipalité démontre une attention sélective à l'égard de la population. Que cela va-t-il être, lorsqu'il s'agira de politique sonnante et trébuchante ? Spinoliens soyons vigilants, l'Egalité et la Fraternité font toujours partie de la République.

Je souhaite être contacté pour une prochaine réunion

Nom et coordonnées : .....

Je souhaite recevoir la lettre d'information

Adresse mail ou postale : .....

Contact 06 88 71 48 84 ou chez M. Lemarquand 8 rue des Génovéfains



## **PASS NAVIGO A TARIF UNIQUE, 10 ANS DE COMBAT DES ELUS COMMUNISTES !**

Au **1<sup>er</sup> septembre 2015**, tous les Franciliens, quel que soit leur trajet du domicile au lieu de travail, pourront l'effectuer avec un Pass Navigo à tarif unique : 70€, un peu plus cher que l'actuel Pass 2 zones. **Quel progrès pour les Spinoliens** qui prennent le RER en zone 5 (Brunoy, Boussy) ou 4 (Yerres, Montgeron) et vont le plus souvent jusqu'à Paris voire plus loin encore ! De plus, engagement est pris de financer cette **amélioration considérable du pouvoir d'achat des Franciliens**, sans rogner sur les investissements indispensables.

Depuis **2004**, les élus communistes/Front de gauche à la Région Ile-de-France ont défendu cette revendication ; comme souvent, lorsqu'une proposition nouvelle émerge, ils ont été taxés d'utopisme et de démagogie. Aujourd'hui, l'ensemble des composantes de la majorité de gauche : PS, EELV... les a rejoints et tant mieux, nos idées deviennent ainsi réalité. Quel sera l'avenir de notre véritable objectif à long terme : **la gratuité des transports en commun dans toute l'Ile-de-France ?**

---

## **REFORME TERRITORIALE : TOUJOURS PLUS LOIN, LA DEMOCRATIE ! (2)**

**Et la commune ?** Face aux bouleversements qui se bousculent de toutes parts (régions, départements, intercommunalités...) vous êtes nombreux à poser cette question. En haut lieu, gouvernement et médias vous rassurent : la commune perdurera toujours, l'institution préférée des Français n'est pas remise en cause...

**Peut-on les croire ?** Et peut-on croire que dans cinq ans, à la fin du mandat actuel, les élus municipaux auront conservé leur pouvoir d'intervention sur la vie des gens et dans le meilleur des cas, à leur service ? La disparition des communes est imminente, mais parfois il faut **trois armes pour un seul crime** :

**L'asphyxie financière** : une baisse de **11 milliards** des dotations versées aux collectivités locales est programmée sur les 3 années à venir : **2015, 2016 et 2017**. Cela représente plusieurs millions de perte pour Epinay-sous-Sénart et autant de services municipaux à supprimer ou à financer autrement...

**La fusion** : au **1<sup>er</sup> janvier 2015**, dix grandes villes et leurs « banlieues » deviennent des « métropoles » où toutes les décisions relèvent de la commune-centre. D'autre part, un dispositif, la « commune nouvelle », encourage les communes à fusionner pour maintenir leur train de vie.

**La transfusion des compétences** : enclenché par la loi Chevènement de 1999, le regroupement dans des communautés d'agglomération devient obligatoire ; de plus, celles-ci reçoivent toujours davantage d'attributions, ne laissant à terme aux communes membres que l'administration des cimetières et autres tâches accessoires... Aux communautés d'agglomération, les questions d'urbanisme, de culture, de logement, de transports, d'environnement... Et tant pis pour la commune qui, seule, serait en désaccord avec les décisions de la majorité : comme Epinay-sous-Sénart en son temps, elle serait purement et simplement privée de financements !

**Cela nous amène à commenter l'actualité spinollenne** : l'avis du conseil municipal, réuni le **4 décembre dernier**, sur le schéma proposé par le Préfet de région (pour rappel : fusion de trois communautés existantes, le Val d'Yerres, le Val de Seine et les Portes de l'Essonne, auxquelles s'ajoute la ville de Viry-Châtillon).

Face à ce gigantisme, le Maire, sans surprise, a défendu la contre-proposition de Nicolas Dupont-Aignan, à savoir une union avec le seul Val de Seine (Draveil, Vigneux et Montgeron). En même temps et presque à titre personnel, il a indiqué que l'intérêt d'Epinay serait de **rejoindre le territoire de Melun-Sénart**. Néanmoins, entre l'intérêt d'Epinay et celui de son parrain politique, il n'a pas trop hésité à trancher !

En raison de meilleures perspectives économiques, M. Lekiby a défendu une **entrée dans le Grand Paris** qui se construit à nos portes et implique la disparition des communes et des départements sur son territoire. Quant à la gauche, elle a dispersé ses interventions, critiquant à juste titre le manque de transparence et d'implication des Spinoliens dans ce choix, voté en semaine entre 11h et minuit, mais félicitant également le gouvernement pour son « bon travail » sur la réforme territoriale, posant quelques questions sur l'avenir de la nouvelle agglomération : logement, fiscalité... pour finalement **ne développer aucune position et s'abstenir**.

En conclusion, **si la commune ne devait être défendue que par ses élus**, elle serait déjà à l'agonie à Epinay-sous-Sénart vu le manque de réflexion et de courage politique qui s'y manifeste. A vous, citoyens, de vous exprimer haut et fort si vous voulez que demain, la commune demeure **un cadre de gestion à taille humaine**.